

ÉDITO

Hongrie : la chute du président accélère la fin du système Orbán

Par Eric GUIOCHON



Eric Guiochon est consultant en affaires internationales, il intervient notamment sur des enjeux de développement international et de contentieux étatiques. Il a notamment travaillé à Business France, où il a conduit des travaux en coopération avec l'Union européenne, la Banque mondiale, l'OCDE et l'UEMOA sur les investissements internationaux et la diplomatie économique.

Victorieux le 12 avril et investi Premier ministre le 9 mai —à l'occasion de la journée de l'Europe—, le Premier ministre hongrois Péter Magyar accélère le remplacement du « système » Orbán. L'ancien Premier ministre d'extrême-droite, au pouvoir depuis 2010, avait mis en place un système de verrouillage relatif du pouvoir, allant des médias aux milieux économiques stratégiques. Associé à une réforme constitutionnelle entrée en vigueur début 2012 qui permettait à Viktor Orbán de concentrer les pouvoirs, ce système expliquait probablement la longévité de l'objecteur persistant à Bruxelles.

Outre les nombreux chantiers autour de l'Etat de droit, après avoir obtenu fin mai le dégel de 16,4 milliards d'euros de fonds européens, Péter Magyar veut mettre fin à la corruption qui ravage le pays. La volonté hongroise de normalisation démocratique, expliquant son soutien au Tisza lors des législatives, demeure teintée d'un besoin d'amélioration du niveau de vie : peu de secteurs économiques n'ont pas été pénétrés par des proches du Fidesz —le parti de Viktor Orbán— qui avaient l'habitude d'être « rétribués » pour leurs bons offices politiques.

Pour ce faire, le nouveau Premier ministre s'attarde naturellement à la puissante mainmise institutionnelle de 16 ans d'orbánisme, plus récemment avec la réforme constitutionnelle adoptée au Parlement. Le 13 juillet dernier, le Tisza de Péter Magyar -en position de supermajorité avec ses 141 sièges sur 199- a pu mettre directement fin au mandat du président Tamás Sulyok, installé en 2024 par le Fidesz. Fonction représentative, le président conserve un pouvoir de veto législatif temporaire et de saisie de la cour constitutionnelle —jusqu'ici dominée par le Fidesz—, qui aurait pu retarder les efforts du Tisza dans une course à la séduction (et



© Phototho, Shutterstock

aux réformes), notamment vis-à-vis de Bruxelles.

Péter Magyar reproche au désormais ancien président —ses fonctions ayant pris fin le 20 juillet— son silence pendant les dérives du gouvernement précédent qui concentrait donc le pouvoir, réprimant toute opposition, affaiblissant les éventuels contre-pouvoirs, et restreignant par exemple la marche des fiertés. Cette « grave perte de confiance », comme présentée dans la réforme constitutionnelle, s'accompagne de mesures permettant d'écarter durablement le personnel politique historique du système Orbán : limite de 70 ans pour les juges constitutionnels, remplacement direct de responsables d'institutions « indépendantes » nommés par le Fidesz, mais aussi la limite rétroactive de douze années pour les mandats parlementaires. Cette réforme complète la limitation à huit ans de l'exercice de la fonction de Premier ministre, adoptée le 15 juin. Effectivement, Viktor Orbán ne pourra plus être élu parlementaire, ou prétendre devenir Premier ministre à nouveau.

Lors de sa signature mettant fin à ses fonctions, l'ancien président Tamás Sulyok a dénoncé une atteinte à la séparation des pouvoirs. Cela a été suivi par l'ancien Premier ministre, appelant le 22 juillet

à une « résistance contre la tyrannie » du Tisza. En réalité, Viktor Orbán voit s'écrouler tout l'écosystème du Fidesz. Après avoir détenu plus de 135 sièges lors de la précédente législature, le parti ne compte plus que 52 députés (incluant l'alliance avec le KDNP, les démocrates-chrétiens). De nombreux cadres du parti ont démissionné ou sont tout simplement partis -parfois sans même donner de nouvelles. La dégringolade est telle, que des sondages au mois de mai placent le parti d'extrême-droite à seulement 18 % d'opinions favorables, alors même qu'il avait récolté le mois précédent près de 39 % des suffrages.

Cette décomposition confirme d'ailleurs une vision jusqu'alors minoritaire quant à la Hongrie : le système Orbán était en fait bien moins enraciné qu'il n'y paraissait. La puissance du Fidesz avait longtemps été décrite comme addition des relais auprès des médias publics et privés, des grandes entreprises, des fondations patrimoniales, des universités, des think tanks hongrois et internationaux, ainsi que des réseaux conservateurs européens et américains -ces derniers permettant d'ailleurs la venue du Vice-président américain J.D. Vance à la veille des élections législatives d'avril.

Pourtant, dans les dernières semaines, ces acteurs ont montré qu'ils ne constituaient pas nécessairement un appareil idéologique soutenant Orbán, mais davantage un réseau de dépendance économique et institutionnelle organisé autour de l'accès au pouvoir. Le gouvernement réorganise les médias publics, remet en cause les financements de l'ancien écosystème et entend interrompre les importants flux de publicité publique qui alimentaient notamment le conglomérat KESMA.

Il démantèle aussi certaines fondations qui alimentaient cet écosystème, dont le Mathias Corvinus Collegium, qui est menacé par la restitution de dotations et participations publiques dont l'institution avait bénéficié. Plutôt qu'insérer ces think tanks dans l'idéologie du parti au pouvoir, Péter Magyar préfère les laisser périr, changeant donc de méthode : plutôt que de retourner ces structures à son profit, Péter Magyar paraît préférer les couper de leurs ressources publiques et les laisser perdre progressivement leur centralité.

Cette méthode semble séduire la population, le soulagement politique l'emporte largement face au scrupule institutionnel ; « les Hongrois en ont eu marre des magouilles du Fidesz », « Magyar n'a pas été élu pour cohabiter prudemment avec les restes d'Orbán », dit-on à Budapest. Cette libéralisation du pouvoir pourrait d'ailleurs tendre vers une pra-

tique allemande du parlementarisme, la Hongrie étant déjà formellement une république parlementaire et le Tisza ayant inscrit dans son programme le vœu de réformer le droit électoral afin d'instaurer un système « beaucoup plus transparent, plus équitable et plus proportionnel ».

« Diplomatiquement aussi, la copie laissée par Viktor Orbán ne simplifie par les choses. »

Alors que Péter Magyar avait fédéré les électeurs autour d'un objectif prioritaire —chasser Orbán— qui semble se réaliser, de nombreux chantiers demeurent, et l'actuelle supermajorité de son parti pourrait lui compliquer la tâche. En effet, la chute accélérée du Fidesz risque de permettre l'éclosion de courants libéraux, sociaux-démocrates, écologistes, conservateurs ou nationalistes modérés... ce, même au sein du Tisza.

Outre les fonds européens, le gouvernement doit s'attarder sur une autre situation gênante héritée de Viktor Orbán : un déficit public (mais pas médiatiquement, jusqu'à l'arrivée du Tisza) s'éle-

vant à près de 7% du PIB. Péter Magyar doit présenter une révision budgétaire d'ici fin août, tout en respectant ses promesses sur la santé, l'éducation, les retraites et les infrastructures.

Diplomatiquement aussi, la copie laissée par Viktor Orbán ne simplifie par les choses. Péter Magyar a effectivement reconnu clairement que l'Ukraine était victime de l'agression russe, obtenant par la même occasion un accord sur les droits de la minorité hongroise de Transcarpatie, mais demeure ferme quant à l'engagement militaire de la Hongrie dans le conflit, ainsi réservé sur l'adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union européenne.

La véritable rupture ne se mesurera toutefois pas au nombre de responsables orbániens écartés, ni même à la disparition politique de Viktor Orbán. Elle dépendra de la capacité de Péter Magyar à renoncer aux instruments qui lui permettent aujourd'hui d'agir aussi rapidement. En promettant un système électoral plus proportionnel, le retour du pluralisme et, peut-être, une pratique plus coalitionnelle du pouvoir, le Premier ministre prend le risque de défaire les conditions mêmes de sa domination. Le succès de l'alternance hongroise se jugera ainsi moins à la capacité de Magyar à remplacer Orbán qu'à celle de rendre impossible l'émergence d'un nouvel Orbán -y compris sous son propre visage. ●



REGARD D'EXPERTE

L'Europe de la défense : vers une Union de la puissance

Par Constance JACQUIN



Forte de 15 ans d'expérience au sein des institutions françaises et européennes, Constance Jacquin a occupé des fonctions stratégiques dans plusieurs organes de l'État, notamment au sein de grandes institutions françaises telles que l'Assemblée nationale et le Sénat, ainsi qu'au sein des cabinets ministériels du secrétaire d'État chargé de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

Omniprésente dans les discours, mais longtemps limitée dans ses réalisations, la politique européenne de défense est restée un paradoxe. La guerre en Ukraine a profondément rebattu les cartes. Plus de trois ans après l'invasion russe, les annonces qui se succèdent ces dernières semaines témoignent d'une accélération sans précédent de l'intégration européenne en matière de sécurité et de défense.

Au-delà de leur diversité, elles dessinent un mouvement de fond : l'Europe ne cherche plus uniquement à mieux coordonner ses armées mais construit progressivement les différents piliers d'une puissance stratégique. Coopération militaire, souveraineté industrielle, financements communs, innovation technologique, ou encore partenariats avec l'Ukraine : autant de chantiers qui convergent vers une même ambition.

De la coopération militaire à une capacité d'action européenne

La réunion de la Coalition des Volontaires, qui rassemble désormais 37 pays, en est une illustration frappante. Aux États membres de l'Union européenne

s'ajoutent désormais plusieurs partenaires majeurs – Royaume-Uni, Turquie, Canada, Australie, Japon ou Nouvelle-Zélande – autour d'un objectif concret : constituer une force multinationale capable de s'entraîner ensemble et d'intervenir rapidement.

Le projet de Schengen militaire, actuellement discuté au niveau européen, vise à lever les obstacles administratifs qui ralentissent encore aujourd'hui les déplacements de troupes et de matériels à travers le continent. Derrière cette mesure technique se cache en réalité un enjeu stratégique majeur : faire de la mobilité militaire un véritable atout opérationnel.

Cette logique se retrouve également au sein de l'OTAN. Réunis à Ankara les 7 et 8 juillet, les Alliés ont confirmé un soutien militaire de 70 milliards de dollars par an pendant deux ans à destination de l'Ukraine et réaffirmé que la Russie constitue désormais une menace durable pour la sécurité euro-atlantique.

La portée politique de ces annonces dépasse leur contenu immédiat. La défense européenne ne se construit plus en opposition à l'Alliance atlantique, mais dans une logique de complémentarité, où les Européens prennent progressivement une part plus importante dans leur propre sécurité.

Une véritable politique industrielle de défense prend forme

Le deuxième mouvement est le plus structurant. Car derrière les annonces militaires se dessine désormais une véritable politique industrielle

européenne de défense.

Pendant plusieurs décennies, les investissements militaires sont restés essentiellement nationaux, fragmentés et parfois concurrents. Les dernières semaines témoignent d'un changement de paradigme. Il ne s'agit plus seulement de coordonner les dépenses mais d'organiser une base industrielle capable de produire, d'innover et de gagner en autonomie.

L'OTAN investira ainsi 40 milliards de dollars dans plusieurs capacités stratégiques communes : lutte anti-drones, flotte d'avions de transport A400M, avions de surveillance GlobalEye de Saab ou encore sécurisation des matériaux critiques, indispensables aux industries de défense.

Relayant cette dynamique, la Commission a proposé cinq nouveaux projets d'intérêt européen dans le domaine de la défense, permettant à près d'une vingtaine d'États membres de développer conjointement des capacités critiques. Fait révélateur de cette nouvelle dynamique, l'Ukraine participe déjà à plusieurs d'entre eux.

Dans le même temps, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège, le Royaume-Uni et plusieurs industriels européens majeurs (MBDA, Thales, Leonardo, Saab, Safran, Diehl ou encore Kongsberg) ont lancé une Coalition intégrée contre les missiles balistiques afin de bâtir une architecture européenne de défense antimissile.

L'enjeu n'est plus seulement d'acheter européen mais de concevoir, produire et financer ensemble les capacités militaires de demain.





L'Ukraine, catalyseur de cette transformation

Longtemps considérée comme le principal bénéficiaire du soutien européen, l'Ukraine devient progressivement un partenaire de la base industrielle et technologique de défense européenne. Les accords conclus ces dernières semaines sur la production conjointe de drones, la fabrication sous licence de missiles français ou encore la participation de Kiev à plusieurs projets européens illustrent cette évolution. Au-delà du soutien militaire, les Européens font désormais le choix d'intégrer durablement le savoir-faire industriel et le retour d'expérience opérationnelle de l'Ukraine dans leur réflexion stratégique.

Les grands États européens changent de méthode

Le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité du 17 juillet en offre une illustration. Paris et Berlin ont annoncé la création d'un bureau commun chargé d'identifier les besoins militaires avant même le lancement des programmes, le développement conjoint du système de détection de missiles Jewel, combinant capacités spatiales allemandes et radars français, mais également un renforcement de leur coopération dans des secteurs aussi stratégiques que l'intelligence artificielle, le quantique ou le calcul intensif.

Quelques semaines auparavant, Emmanuel Macron et Giorgia Meloni avaient déjà affiché la même ambition en annonçant un renforcement de la coopération franco-italienne autour de MBDA ainsi que de futurs projets satellitaires associant Airbus, Thales et Leonardo.

Au-delà de ces annonces, c'est peut-être la méthode qui évolue. Là où les grands programmes européens reposaient historiquement sur un nombre limité de partenaires, l'Europe privilégie désormais des coalitions plus souples, réunissant États, indus-

triels et parfois partenaires extérieurs autour d'objectifs précis. Cette approche pragmatique pourrait bien devenir l'une des caractéristiques de l'Europe de la défense des prochaines années.

L'autonomie stratégique passe aussi par le financement

Aucune ambition industrielle ne peut toutefois se concrétiser sans moyens financiers. C'est dans cette logique que l'Espagne a proposé la création d'un nouveau mécanisme d'emprunt européen volontaire destiné à financer les investissements stratégiques. Le soutien apporté par Christine Lagarde à cette initiative est loin d'être anodin. En appelant à la création d'un véritable actif européen de référence, comparable aux obligations du Trésor américain, la présidente de la BCE replace le débat sur la défense dans une réflexion plus large sur l'intégration économique et financière de l'Union.

Le programme SAFE, fondé sur l'émission d'une dette commune, constitue déjà une première étape. Malgré les réticences persistantes de plusieurs États membres, notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, la question d'une capacité budgétaire européenne au service de la sécurité semble désormais durablement installée dans le débat européen.

Vers une Europe de la puissance ?

Pris isolément, chacun de ces développements paraîtrait apparaître comme une annonce supplémentaire dans un agenda européen déjà particulièrement dense.

Pris ensemble, ils révèlent pourtant une transformation bien plus profonde. Au-delà des seules questions de défense, c'est en réalité une nouvelle conception de la puissance européenne qui émerge. Capacités militaires, politique industrielle, innovation, financement commun, technologies critiques ou partenariats stratégiques convergent progressivement vers une même ambition : renforcer la capacité

de l'Europe à protéger ses intérêts et à peser davantage dans un environnement géopolitique de plus en plus instable. La sécurité devient progressivement le fil conducteur d'un ensemble de politiques qui dépassent largement le seul champ militaire.

La notion d'« autonomie stratégique », longtemps perçue comme un concept politique parfois abstrait, trouve aujourd'hui une traduction concrète. Les Européens investissent davantage ensemble, produisent davantage ensemble et commencent à définir collectivement les technologies, les infrastructures et les capacités qui conditionneront leur sécurité future.

Cette dynamique reste naturellement confrontée à de nombreux défis : fragmentation des budgets nationaux, divergences entre États membres, articulation avec l'OTAN ou encore contraintes industrielles. Mais ces difficultés ne masquent plus la tendance de fond.

L'Europe de la défense n'est plus seulement une politique européenne ; elle apparaît progressivement comme l'une des expressions d'une Union de la puissance.

Au fond, la véritable question n'est peut-être plus de savoir si l'Europe deviendra un acteur stratégique, mais si cette dynamique, née de la contrainte sécuritaire, transformera durablement la manière dont l'Union se pense et agit. Car derrière l'Europe de la défense se dessine une transformation plus profonde : celle d'une Union qui ne se définit plus uniquement par sa capacité à fixer des règles, mais qui cherche désormais à renforcer sa capacité à agir dans un environnement géopolitique plus instable. Si cette trajectoire se confirme, la défense pourrait bien devenir, après le marché unique et la transition climatique, l'un des grands moteurs d'une nouvelle phase de l'intégration européenne. ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.